

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, 17 mars 2017

La Confédération soutient la manifestation aux portes de l'Andorre, et appelle à un grand plan de lutte contre le marché parallèle du tabac.

La Confédération des buralistes soutient la manifestation des élus syndicaux des buralistes d'Occitanie aux portes de l'Andorre, ce « paradis du tourisme fiscal du tabac » qui alimente toute l'Europe. Un marché parallèle qui ne cesse de se développer, avec plus d'un paquet sur quatre acheté dans les pays voisins, sur Internet, ou dans la rue. La Confédération appelle à la mise en place d'un plan national de lutte contre le marché parallèle, de toute urgence.

25 % de ses recettes fiscales sont directement issues de la vente du tabac à des Français ou Espagnols. L'Andorre est un véritable « paradis du tourisme fiscal » du tabac qui alimente toute l'Europe. Une situation que dénoncent les élus des chambres syndicales de l'Occitanie, en manifestant dimanche 19 mars à Tarascon sur Ariège, à deux pas de la frontière.

« Nous dénonçons avec nos collègues cette situation inique », commente Pascal Montredon, Président de la Confédération des buralistes. Car avec plus d'un paquet sur quatre acheté chez nos voisins, dans la rue ou sur Internet, c'est 4 milliards de fiscalité qui échappent à l'Etat chaque année. Ce sont nos villages qui s'éteignent une fois le dernier buraliste parti. C'est la politique de santé publique qui est décrédibilisée.

« C'est bien la preuve que la politique de lutte contre le tabagisme menée ces dernières années ne fonctionne pas. Alors pourquoi Marisol Touraine s'entête-t-elle dans cette voie, en imposant le paquet neutre et en annonçant de nouvelles hausses de prix ? Pourquoi nous impose-t-elle plus de mesures contraignantes, sans preuve de leur efficacité ? », se demande Pascal Montredon.

Les buralistes appellent à la mise en place d'un grand plan de lutte contre le marché parallèle, avec :

- Une coordination entre Douanes, Police nationale, Gendarmerie et la magistrature
- Des campagnes de sensibilisation de l'opinion publique
- Des actions coup de poing aux frontières, sur les circuits de livraison des colis, dans les quartiers où le trafic sévit
- Des conventions avec les expressistes pour refuser le tabac acheté sur Internet